

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.4/L.51/Add.1
23 avril 1960
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DE L'ALLIANCE "KAMERUN NATIONAL CONGRESS/KAMERUN
PEOPLE'S PARTY" CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION DU
ROYAUME-UNI

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de
tutelle)

ALLIANCE "KAMERUN NATIONAL CONGRESS/KAMERUN PEOPLE'S PARTY"

Buea, Cameroun méridional,

Le 4 avril 1960

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux colonies,
Colonial Office,
Church House,
Londres, Angleterre

Par l'intermédiaire de :

Son Excellence le Haut-Commissaire pour le Cameroun méridional, Lagos,

et de

Monsieur le Commissaire du Cameroun, Buea

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Avenir du Cameroun méridional et questions connexes

Je suis chargé par le Comité exécutif national de l'Alliance KNC/KPP de
me référer à la section 82 a) 4) du chapitre III, des Ordres-en-Conseil (relatifs
à la Constitution) de la Nigeria, 1954 à 1958, - L.N. 16 de 1959, page D56 - qui
est ainsi conçue :

60-10335

/...

"... a) 4). Le Haut-Commissaire pour le Cameroun méridional peut à tout moment, par proclamation publiée au Journal officiel du Cameroun méridional, proroger ou dissoudre la Chambre d'Assemblée du Cameroun méridional :

A condition que, à moins qu'elle n'ait été dissoute auparavant, le Haut-Commissaire prononce en tout cas la dissolution de la Chambre à l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date de la première séance tenue par la Chambre après toute dissolution."

Je suis également chargé de confirmer le télégramme suivant qui a été adressé le 19 mars à Son Excellence le Haut-Commissaire pour le Cameroun méridional et dont copie a été envoyée au Secrétaire général des Nations Unies à New York (Etats-Unis d'Amérique)^{1/} et à vous-même :

"Govgen Lagos

Le Kamerun National Democratic Party a perdu la majorité à l'Assemblée la position actuelle est KNDP 13 KNC/KPP 13 stop le Territoire fait face à de graves problèmes comme la séparation administrative d'avec la Nigeria impliquant le transfert de questions fédérales au Cameroun méridional stop plébiscite prochain et situation financière précaire du Territoire sont problèmes considérables et controversables de la plus haute importance qu'aucun gouvernement sans majorité nette et incontestée ne peut entreprendre unilatéralement de résoudre stop malgré parité voix des membres élus à l'Assemblée le KNDP refuse de démissionner et n'a pas proposé formation d'un gouvernement national stop l'impasse qui persiste est contraire aux principes de la démocratie parlementaire stop dans ces conditions nous réclamons la dissolution immédiate de l'Assemblée stop copies envoyées au Colonial Secretary et aux Nations Unies

Endeley Chef de l'Opposition"

2. Bien que notre télégramme s'explique de lui-même, nous tenons, par souci de clarté, à reproduire ci-après une déclaration que j'ai publiée le 19 mars sur les conseils et avec l'assentiment du Comité exécutif national de l'Alliance, déclaration qui a donné lieu au télégramme cité au paragraphe précédent :

"A la suite des résultats des dernières élections générales au Cameroun méridional, l'Organisation des Nations Unies a fait remarquer à juste titre que le Kamerun National Democratic Party, occupant 14 sièges contre 12 à l'Alliance KNC/KPP dans la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional, ne disposait pas d'assises politiques suffisamment sûres ni d'un mandat suffisamment clair pour lui permettre de poursuivre sa politique concernant l'avenir du Territoire (paragraphe 215 du rapport de la Mission de visite des Nations Unies sur le Cameroun sous administration du Royaume-Uni 1958 : voir Supplément No 2).

^{1/} T/COM.4/L.51.

2. Par l'application de sa politique, le Kamerun National Democratic Party a encouru l'impopularité dans le Territoire au point que même au Parlement il ne dispose plus de la majorité des membres élus, la position actuelle étant de 13 sièges occupés par le KNDP et 13 sièges occupés par l'Alliance KNC/KPP.
3. Le Territoire doit faire face à de graves problèmes, comme la séparation administrative d'avec la Fédération nigérienne à la date du 1er octobre 1960 impliquant le transfert de questions fédérales au Gouvernement du Cameroun méridional, le plébiscite prochain et la situation financière très précaire du Territoire. Ce sont là des problèmes considérables et controversés d'une importance telle qu'il est impératif que, quel que soit le parti au pouvoir jusqu'au moment du plébiscite, ce parti dispose d'une majorité nette et incontestée des membres élus au Parlement.
4. Malgré la parité des voix des membres élus à l'Assemblée, le KNDP a refusé d'adopter la solution qui s'imposait : soit démissionner, soit proposer la formation d'un gouvernement national. L'impasse qui persiste est contraire aux principes établis de la démocratie parlementaire.
5. Dans ces conditions, l'Alliance KNC/KPP demande à Son Excellence le Haut-Commissaire du Cameroun de dissoudre immédiatement la Chambre d'assemblée, afin de permettre aux partis de solliciter un nouveau mandat des électeurs.

Au paragraphe 215 du rapport sur le Cameroun sous administration du Royaume-Uni de la dernière Mission de visite des Nations Unies en Afrique occidentale (1958) (Documents officiels du Conseil de tutelle, vingt-troisième session (30 janvier - 20 mars 1959), Supplément No 2)), on lit notamment :

"... Mais en outre - et cela est peut-être encore plus important - le gouvernement devra tenir compte des aspects politiques du problème. En premier lieu, il devra peut-être déterminer, étant donné qu'il trouvera devant lui à la Chambre d'assemblée une forte opposition qui est fermement en faveur du maintien de l'association avec la Nigeria, si ses assises politiques sont suffisamment sûres et le mandat reçu suffisamment clair pour lui permettre de chercher à obtenir la séparation du Cameroun méridional et de la Nigeria. La Mission a noté à ce sujet que les chefs de l'Alliance qui constitue maintenant l'Opposition ont déjà demandé la convocation immédiate de la Chambre d'assemblée, en faisant valoir qu'en raison du faible écart dans les résultats des élections la politique du parti porté au pouvoir devait être "définie à nouveau et mise à l'épreuve" au sein de la Chambre d'assemblée."

Son Excellence le Haut-Commissaire a répondu comme suit à la déclaration ci-dessus :

"J'ai reçu copie d'une déclaration, en date du 19 mars 1960, émanant de l'Alliance KNDP/KPP et signée par vous, déclaration dans laquelle il m'est demandé de dissoudre la Chambre d'assemblée. Le pouvoir de dissoudre la Chambre appartient au Commissaire (voir section 82 4) de l'Ordre relatif à la Constitution) étant entendu que je peux lui donner des instructions à ce sujet.

/...

Je crois savoir que jusqu'à présent le gouvernement n'a pas été mis en minorité à l'Assemblée; conformément à la pratique constitutionnelle normale, telle que je la connais, il n'existe donc pas dans l'immédiat de raison pour que je donne de telles instructions."

En fait, cette réponse fait écho à la déclaration faite par le Commissaire du Cameroun à tous les membres de l'Opposition lors d'une entrevue qu'il leur a accordée à Buea le 21 mars 1960. Il nous est impossible de partager le point de vue de Son Excellence.

3. Etant donné la situation qui résulte du passage à l'opposition de M. J.M. BOJA, représentant de la circonscription de Wum-Ouest, il nous semble que deux voies seulement s'ouvrent à l'Autorité administrante, à savoir : ou bien qu'elle persuade le Gouvernement KNDP de démissionner immédiatement, ce qui permettrait aux deux principaux groupes politiques de la Chambre d'assemblée - qui comptent maintenant chacun 13 membres élus - de solliciter un nouveau mandat des électeurs, ou bien que le Haut-Commissaire prononce la dissolution de la Chambre conformément aux dispositions de la section 82 a) 4) des Ordres-en-Conseil (relatifs à la Constitution) de la Nigeria, 1954-1958 (L.N. 16 de 1959). Notre point de vue se fonde notamment sur le fait que les positions inconciliables de nos partis touchant l'avenir du Territoire, ne leur permettent pas de s'unir pour former un gouvernement d'union nationale. Cette considération mise à part, le KNDP a appliqué depuis qu'il a pris le pouvoir il y a quelque quatorze mois, une politique inique d'intimidation, de persécution des opposants et de tripotages éhontés afin d'acquérir une prépondérance imméritée lors du prochain plébiscite - abus scandaleux qui offensent à tel point la conscience et la moralité publiques que toute collaboration est rendue impossible entre nos deux partis. On ne peut remédier à cette situation qu'en prononçant la dissolution de la Chambre d'assemblée. Avec votre permission, nous présenterons ci-après une liste de ces agissements odieux et tyranniques. A cet égard, il convient de citer le passage suivant d'une communication adressée à Son Excellence le Haut-Commissaire le 22 juillet 1959 :

"Au cours d'une entrevue entre Votre Excellence et des membres des partis d'opposition qui a eu lieu le 16 juillet 1959, à la résidence du Commissaire, à Buea, j'ai dit comment le gouvernement se servait de la police du Cameroun méridional pour persécuter et intimider les partisans du KNC et du KPP à seule fin d'affaiblir les rangs de ces partis. J'ai indiqué de quelle manière on avait procédé à un certain nombre de perquisitions et d'arrestations injustifiées et sans objet, qui n'avaient été suivies d'aucune accusation sérieuse..."

/...

4. Il convient d'indiquer ici, en ce qui concerne la répartition actuelle des voix à la Chambre d'assemblée, que le gouvernement invoque volontiers l'argument spécieux selon lequel le KNDP posséderait encore la majorité des voix à la Chambre d'assemblée étant donné que Mme J.N. Mua, épouse d'un candidat du KNDP battu aux dernières élections générales et représentante spéciale nommée par le Haut-Commissaire sur la recommandation du Premier Ministre, M. J.N. Foncha, pour représenter les intérêts des femmes du Territoire - ce qui comprend les femmes qui sont en faveur de notre parti - vote invariablement avec et pour le KNDP sur toutes les questions politiques. Cette situation est déplorable. Nous doutons fort que, vu la tendance qu'a Mme Mua à voter exclusivement, à tort ou à raison, pour le KNDP, on puisse raisonnablement prétendre qu'elle "représente les intérêts de toutes les femmes du Cameroun méridional, qui ne sont pas autrement représentées de façon satisfaisante à la Chambre d'assemblée" (voir chapitre III, section a) 36, page D31, des Actes constitutionnels de la Nigeria, 1954-1958). A ce sujet, nous voudrions attirer votre attention sur les arguments que nous avons présentés dans la lettre que nous avons adressée à Son Excellence le Haut-Commissaire le 4 avril 1959, ainsi que sur la réponse du Haut-Commissaire qui nous a été communiquée par son secrétaire dans sa lettre No 1526/82 du 30 avril 1959, qui est ainsi conçue :

"Son Excellence le Haut-Commissaire m'a chargé d'accuser réception de votre pétition en date du 4 avril, par laquelle vous protestez contre la nomination de Mme J.N. Mua comme représentante spéciale à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional et vous demandez que cette nomination soit annulée.

2. Je suis chargé de vous faire savoir que Son Excellence a reçu cette pétition et l'a examinée, que la nomination en question a été faite après consultation du Premier Ministre du Cameroun méridional et que Son Excellence n'a pas l'intention de l'annuler."

5. La question au sujet de laquelle il importe de prendre d'urgence une décision n'est pas, à notre avis, celle d'une mise en minorité du Gouvernement KNDP à la Chambre d'assemblée, mais celle de savoir si le KNDP a le droit de parler avec autant d'autorité qu'au lendemain des dernières élections sur de grandes questions politiques comme celle de l'avenir du Territoire. Ce parti peut-il actuellement prétendre parler au nom de la majorité de la population du Territoire, alors que le parti au pouvoir et l'opposition comptent le même nombre de membres élus à la Chambre d'assemblée? Il ne faut pas oublier que M. J.M. Boja a démissionné de son parti pour deux raisons :

/...

- a) Parce que ses électeurs l'ont poussé à quitter un parti qui préconisait l'unification avec la République camerounaise,
- b) Parce que M. Boja lui-même n'était pas persuadé du bien-fondé de la politique du KNDP touchant l'avenir du Territoire, de profondes divergences de vues existant, semble-t-il, entre les dirigeants du KNDP au sujet de la voie à suivre.

6. Dans des conditions normales, il conviendrait d'attendre la mise en minorité du KNDP à la Chambre d'assemblée, le gouvernement et l'opposition rivalisant normalement pour obtenir le pouvoir. Nul n'ignore cependant que le climat politique au Cameroun méridional est actuellement anormal puisque les partis ont adopté des positions profondément divergentes touchant l'avenir du Territoire; tant que ces divergences persisteront, le Territoire continuera de souffrir à tous points de vue.

7. M. Foncha ne se rend pas compte de la position déshonorante dans laquelle il se met lui-même en refusant d'abandonner le pouvoir alors qu'il ne jouit plus de la confiance du corps électoral. On peut supposer qu'il n'est pas suffisamment au courant des règles de la démocratie parlementaire. Il importe donc qu'il soit informé sans équivoque par les personnalités responsables de ce que l'on attend de lui, au lieu d'être encouragé par des fonctionnaires locaux à se maintenir dans une position déshonorante.

8. Tout bien considéré, nous sommes d'avis que de nouvelles élections permettraient de sortir de l'impasse actuelle, car la campagne électorale portera certainement sur ce que l'on sait maintenant être les politiques ouvertement déclarées des deux partis qui s'opposent à la Chambre d'assemblée.

Il n'est pas absurde de supposer - si l'on en juge d'après l'entrevue que nous a récemment accordée le Commissaire du Cameroun (voir le paragraphe 2 ci-dessus) - que les fonctionnaires de l'administration locale ont faussement l'impression que la majorité de la population est en faveur de la politique de séparation d'avec la Fédération nigérienne et d'unification avec la République camerounaise qui est celle du KNDP - impression que ces fonctionnaires semblent avoir réussi à répandre en dehors du Territoire. Il s'agit là de suppositions falacieuses et dangereuses. Rien ne pouvant remplacer l'épreuve des faits, nous vous demandons instamment d'user de vos bons offices pour obtenir que la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional soit dissoute afin, entre autres choses, de mettre à l'épreuve la popularité tant vantée du Gouvernement KNDP et de démontrer qu'elle n'existe pas.

9. Dans la lettre que nous avons adressée le 28 novembre 1959 au Commissaire du Cameroun, nous lui avons demandé de convoquer la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional avant Noël 1959 afin qu'elle s'occupe des questions suivantes qui nous paraissaient d'importance nationale :

- a) Redéfinition de la politique du Gouvernement KNDP pour tenir compte de la résolution relative à l'avenir du Cameroun méridional qui a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 9 octobre 1959;
- b) Examen des dépenses publiques engagées au titre des ministères nouvellement créés pour lesquels aucun crédit n'était prévu, ni dans le projet de budget approuvé pour l'exercice 1959/60, ni dans le premier projet de budget additionnel pour 1959/60, dépenses qui ont été approuvées de façon unilatérale par le Conseil exécutif;
- c) Examen du rapport de Sir Sidney Phillipson sur les incidences financières et économiques de la séparation d'avec la Fédération nigérienne.

Nous reproduisons ci-dessous certains passages de la communication que nous avons adressée au Commissaire du Cameroun :

"Lorsque le KNDP a pris le pouvoir au début de cette année, le nouveau gouvernement a fait une claire déclaration de politique générale qui a trouvé un écho dans le discours du Trône. Cette déclaration a été pleinement débattue, ainsi qu'une motion du Ministre des travaux publics et des transports adoptée le 12 février 1959. Il est évident que la récente résolution de l'Assemblée générale est en contradiction avec les intentions du gouvernement, et la population du Cameroun méridional est en droit de savoir quel est le nouveau programme du Premier Ministre en ce qui concerne la résolution elle-même et les enquêtes auxquelles il a été décidé de procéder pour examiner les conséquences que ne peut manquer d'avoir l'application de sa politique initiale. On se souviendra également qu'après la décision prise antérieurement par l'Assemblée générale, en février dernier, le Premier Ministre a rendu compte à la Chambre d'assemblée.

Nous sommes d'avis que la récente décision de l'Assemblée générale sur l'avenir du Territoire a une très grande portée et, comme elle prévoit la possibilité pour la population du secteur britannique de choisir la réunification avec le Cameroun français qui accédera à l'indépendance le 1er janvier prochain, le gouvernement est à notre avis pratiquement obligé d'exposer sans aucune équivoque son programme politique avant cette date.

L'Ordre-en-Conseil qui donne effet aux décisions de la dernière Conférence constitutionnelle de la Nigeria a récemment été signé par Sa Majesté et, en conséquence, le Premier Ministre, M. Foncha, a créé deux nouveaux ministères. Si nos souvenirs sont exacts, aucun crédit n'a été prévu dans le projet de

budget pour faire face à ces nouvelles dépenses qui seront forcément importantes puisque de nouveaux services et de nouveaux postes devront être créés pour les nouveaux ministères. Devons-nous comprendre que le gouvernement se propose d'engager ces nouvelles dépenses à la dérobée, sans demander l'approbation de la législature comme le prévoit la Loi de finances? Peut-on d'autre part, considérer que ces dépenses répondent à des besoins urgents?

Nous avons la conviction, Monsieur le Commissaire, que les questions énumérées ci-dessus sont des questions d'intérêt public suffisamment urgentes pour justifier la convocation d'une session extraordinaire de la législature, et nous vous demandons d'user de vos bons offices pour engager le Conseil exécutif à convoquer rapidement la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional.

Nous avons le devoir d'indiquer nettement que toute tentative du gouvernement pour entourer de secret ses actions à un moment comme celui-ci peut seulement être interprétée comme signifiant qu'il a perdu la confiance du peuple. Pour y remédier, il faut dissoudre immédiatement la Chambre d'assemblée afin de permettre à ses membres de solliciter un nouveau mandat des électeurs. Aucun gouvernement digne de ce nom ne peut se soustraire aux règles de la procédure parlementaire normale lorsqu'il expose son programme politique ou lorsqu'il applique des mesures d'intérêt public.

Nous espérons sincèrement que notre requête sera dûment prise en considération afin que soient sauvegardées les grandes traditions de la démocratie parlementaire au Cameroun méridional.

10. Dans une lettre qu'il nous a adressée le 18 décembre 1959 pour répondre à la communication que nous avons envoyée au Commissaire, M. J.N. Foncha, le Premier Ministre du Cameroun méridional, a indiqué que notre requête avait été examinée par le Conseil exécutif, mais que le gouvernement n'estimait pas que les motifs que nous avons invoqués fussent "suffisants pour justifier la convocation de la Chambre d'assemblée avant sa prochaine session ordinaire, qui doit se tenir en mars 1960". Le compte rendu des débats de la récente séance de la Chambre montrera, selon nous, que cette "décision" du Conseil exécutif n'était qu'une tentative à peine voilée du KNDP pour différer l'échéance fatale.

11. Nous savons que vous êtes parfaitement au courant des raisons pour lesquelles le Cameroun méridional a été doté d'une législature distincte, ainsi que des principes démocratiques qui régissent l'expédition des affaires courantes de ce Territoire sous tutelle. Nous espérons toutefois que vous ne nous en voudrez pas si, afin de faire mieux comprendre les représentations qui figurent dans la présente communication, nous exposons brièvement, comme nous les comprenons, les dispositions de la Constitution de la Nigeria qui intéressent notre Territoire.

12. Comme tout autre organe législatif du Commonwealth britannique des nations, la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional repose sur les principes démocratiques fondamentaux au nom desquels la "Mère des Parlements" de Westminster a jalousement sauvegardé la liberté, la justice et l'ordre légal à travers les siècles. C'est parce qu'il a eu la garantie que les dirigeants politiques du Cameroun méridional possédaient suffisamment de maturité politique pour maintenir l'ordre public et pour respecter les libertés fondamentales et la suprématie du Parlement que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni s'est incliné devant l'action que nous menions pour obtenir la création d'une législature et l'instauration progressive d'un système ministériel de gouvernement dans le Territoire. Les représentations que nous n'avons cessé de faire aux dirigeants politiques nigériens lors des conférences constitutionnelles ont abouti à la promulgation d'une Constitution écrite que nous considérons comme la source du pouvoir gouvernemental. Aux termes de cette Constitution, c'est le peuple qui, par son vote, exerce en dernière analyse ce pouvoir. Ainsi, les électeurs donnent à leurs représentants le pouvoir de s'acquitter de leurs responsabilités et de leurs fonctions conformément à la loi.

13. Notre Constitution renferme aussi des garanties concernant les droits et privilèges fondamentaux de l'homme, auxquels il ne peut en aucun cas être porté atteinte. Elle affirme que tous sont égaux devant la loi et ont également droit à sa protection. Afin de sauvegarder ces principes fondamentaux, notre gouvernement doit, comme tout gouvernement représentatif, comprendre les trois branches suivantes :

- 1) Le pouvoir législatif qui élabore et adopte les lois;
- 2) Le pouvoir exécutif qui assure l'application des lois;
- 3) Le pouvoir judiciaire qui interprète les lois et règle les différends.

Afin d'empêcher qu'une de ces branches du gouvernement ne parvienne, en s'arrogeant des pouvoirs excessifs, à dominer les deux autres, les pouvoirs attribués à chacune d'entre elles sont, dans tout régime démocratique représentatif, limités par un système de contrepoids.

14. Il nous est permis de dire que nous constituons une opposition honnête et expérimentée. Aussi sommes-nous très inquiets de la façon déplorable dont le KNDP applique les principes fondamentaux du régime représentatif depuis qu'il a

pris le pouvoir il y a quelque quatorze mois. Une série d'événements survenus depuis cette date, ainsi que l'attitude générale et les déclarations des ministres responsables, ont forcé les membres de nos partis et d'autres personnes sensées à adopter la conclusion qui s'impose, à savoir que le pouvoir est monté à la tête du KNDP qui est sorti du droit chemin et s'engage dans une voie contraire au principe de la suprématie de la législature et à la légalité. Les choses en sont maintenant au point où le pouvoir exécutif usurpe en fait les attributions du pouvoir législatif et du pouvoir judiciaire. Le KNDP ne se sent pas tenu d'assurer le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, mais seulement de gouverner pour ceux des citoyens qui, de plein gré ou sous la contrainte, traitent les membres du KNDP comme des demi-dieux. En d'autres termes, ce parti se dirige vers le "totalitarisme" en se servant du pouvoir, non dans l'intérêt général, mais à des fins d'endoctrinement et de propagande partisane, ainsi que pour réaliser des ambitions égoïstes. Le premier pas dans cette direction consiste à affaiblir la législature, qui est le centre de gravité politique de tout gouvernement représentatif, en l'accablant de mépris comme s'il ne s'agissait que d'une "association de débats académiques" ou d'un "club de conversation".

15. Notre participation à la récente session de la Chambre d'assemblée semble n'avoir été qu'une simple formalité pour le Gouvernement KNDP qui estime que, lorsque les décisions ont été prises par le Conseil exécutif, la législature est tenue bon gré mal gré de les approuver. Comme nous l'avons déjà indiqué, le Gouvernement KNDP a essayé de faire passer des mesures impopulaires sous le couvert du Conseil exécutif, sans consulter la législature. Nous pouvons citer à cet égard un ouvrage qui fait autorité en matière de pratique constitutionnelle, American Government in Action, de Marshall Edward Dimock et Gladys Ogden Dimock (Richard and Company, Inc. New York, Etats-Unis d'Amérique) :

"FONCTIONS DES ORGANES LEGISLATIFS

"Il est souhaitable que les rapports entre l'exécutif et le législatif soient des rapports de coopération et de bonne entente et que les responsabilités de l'un et de l'autre soient dûment définies et délimitées..."

....

/...

"Il est toutefois normal et indispensable que l'organe législatif exerce un contrôle général sur l'application des lois par l'exécutif. Il convient à cet égard d'établir une distinction précise entre la surveillance que le corps législatif peut légitimement exercer sur le chef de l'exécutif et les pouvoirs de contrôle de l'exécutif qui a incontestablement le devoir de veiller à ce que la loi soit appliquée par les ministres qui sont responsables devant lui."

...

"Il existe une autre raison pour que le corps législatif exerce une surveillance, à savoir que, si ce dernier n'est pas au courant des problèmes pratiques que pose le gouvernement, on ne peut s'attendre qu'il légifère à bon escient. En outre, si les lois ne sont pas appliquées comme il convient, l'administration prendra un caractère bureaucratique et les citoyens finiront par ne plus être traités en maîtres, mais en sujets."

...

16. Le Conseil exécutif de M. Foncha ne juge pas nécessaire de demeurer en bons termes avec la législature, car il a l'intention d'instaurer une petite dictature dans le cadre de laquelle, comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, il pourra efficacement museler ses adversaires politiques et mettre en oeuvre son programme inique d'intimidation, de persécution des opposants et de tripotages politiques en vue de donner l'avantage au KNDP lors du prochain plébiscite.

17. ABUS DE L'ADMINISTRATION

a) Persécution des opposants

Depuis l'arrivée au pouvoir du KNDP, de nombreuses personnes ont été impitoyablement écartées de leurs emplois ou de leurs charges, non pas parce qu'elles s'en acquittaient mal, mais pour la simple raison qu'elles n'étaient pas membres ou sympathisants du KNDP. La discrimination entre les tribus est devenue la règle et les postes-clés dans l'administration territoriale sont maintenant la chasse gardée des gens des savanes.

b) Tripotages politiques

Il est courant aujourd'hui dans le Territoire que des ministres du Gouvernement KNDP, et un personnage aussi important que le Premier Ministre lui-même, interviennent personnellement pour faire donner un emploi ou de l'avancement à leurs amis, parents et partisans, qu'ils possèdent ou non les aptitudes nécessaires. Les dossiers du "placement" - notamment dans les divers ministères de Buea - offrent de nombreux exemples de cette pratique méprisante. Les mêmes

/...

tactiques ont cours en ce qui concerne l'octroi des bourses d'Etat. Les fonctionnaires, chefs et conseillers que l'on soupçonne d'avoir des opinions politiques contraires à celles du KNDP sont durement persécutés. Les exemples ne manquent pas de fonctionnaires coupables de prévarications, voire de crimes, qui non seulement ont été maintenus dans des fonctions officielles, mais n'ont pas été traduits en justice.

c) Nomination et déposition des chefs

Le Gouvernement KNDP a recours à la pratique puérile et malsaine qui consiste à nommer les chefs et à essayer de déposer ceux qui témoignent la moindre sympathie à l'opposition, ce qui est contraire aux procédures traditionnelles prescrites par les lois et coutumes indigènes, ainsi qu'aux dispositions de la loi concernant la nomination et la déposition des chefs. On pourrait citer d'innombrables exemples de cette pratique.

d) Contrats gouvernementaux

Ce n'est un secret pour personne qu'un groupe de membres du KNDP (qui comprend même des fonctionnaires et des ministres) a créé un "syndicat de fournisseurs" par l'intermédiaire duquel le KNDP détourne subrepticement des fonds publics pour remplir ses caisses.

e) Vente de la Cameroons Development Corporation

L'un des plus mauvais services que le Gouvernement KNDP ait rendu au peuple du Cameroun méridional est ce que l'on serait en droit d'appeler la "vente de la Cameroons Development Corporation", institution qui a été créée "dans l'intérêt général du peuple du Cameroun méridional" en 1946. Nous soutenons avec la plus grande vigueur que cette transaction est absolument contraire aux buts visés par la loi portant création de la Cameroons Development Corporation, tels qu'ils apparaissent dans le recueil des débats pour octobre-décembre 1946 de ce qui était alors le Conseil législatif de la Nigeria et dans le rapport de la première Mission de visite des Nations Unies qui s'est rendue au Cameroun sous administration britannique en 1949. Lorsque nous gouvernions le Territoire, nous nous sommes vigoureusement opposés à cette transaction car nous estimions qu'elle était contraire aux intérêts fondamentaux de notre peuple, et nous avons indiqué pour quelles raisons nous nous y opposions. Ces raisons sont toujours valables et les habitants autochtones des divisions de Victoria et de Kumba, qui étaient

primitivement propriétaires des terres de la Cameroons Development Corporation sont en droit d'exiger qu'on leur explique pourquoi cette transaction importante et de si vaste portée a été décidée sans l'avis et l'assentiment de la législature du Cameroun méridional.

f) Rapport de Sir Sidney Phillipson sur les incidences financières et économiques de la sécession du Cameroun méridional d'avec la Fédération nigérienne

Les mises en garde de l'Opposition touchant la création d'une nouvelle Commission (la Commission dirigée par Sir Sydney Phillipson) qui serait chargée après tant d'autres d'examiner diverses questions, notamment financières, intéressant le Cameroun méridional, n'ont pas été entendues. Les conclusions de Sir Sydney Phillipson n'ont pas eu l'heur de plaire au Gouvernement KNDP. Ce gouvernement a été si confus des révélations et des conclusions figurant dans ce rapport qu'il a non seulement refusé de le publier, mais qu'il s'est donné beaucoup de mal pour empêcher qu'il fasse l'objet d'un débat à la chambre d'assemblée. En outre, au début de l'année, la nouvelle s'est ébruitée que le KNDP avait envoyé auprès du Colonial Office une mission économique composée en tout et pour tout du Secrétaire aux finances par intérim du Cameroun méridional. Le public camerounais aimerait connaître les résultats de cette mission. Il est inutile de souligner que la situation financière du Territoire est extrêmement précaire et qu'elle continuera de l'être aussi longtemps que le gouvernement actuel continuera d'abandonner le certain pour l'incertain. Point n'est besoin, nous semble-t-il, d'être un grand mathématicien pour le comprendre. En s'efforçant, dans son ignorance et son aberration de détacher le Cameroun méridional de la Fédération nigérienne, le KNDP sacrifie une source sûre et stable de revenus, dont le Territoire a grand besoin, et il plonge notre pays dans l'incertitude, l'obscurité et le chaos économique. A dire vrai, on pourrait continuer pendant des heures l'énumération des actes scandaleux d'oppression et de répression commis par le KNDP qui mène une politique aventureuse sans tenir aucun compte de la légalité et des principes moraux fondamentaux qui doivent régir l'exercice de la démocratie parlementaire.

18. Nous ne nous excusons pas de la longueur de cette lettre, car l'importance des questions en cause est telle qu'il est indispensable de révéler au grand jour tous les faits déjà connus.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, les assurances de notre très haute considération.

Signé : N. M. MBILE

Chef adjoint de l'Opposition à la
Chambre d'assemblée du
Cameroun méridional

(Le texte de cette lettre a été approuvé
par le Chef de l'Opposition, actuellement
en voyage)

Copie au Secrétaire général des Nations Unies, Lake Success, New York, Etats-Unis
d'Amérique
